

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/15356]

7 NOVEMBER 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de modellen van het evaluatieverslag van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, artikelen 66, § 1, derde lid, 69, § 1, eerste lid, 81, § 1, derde lid, 84, § 1, eerste lid, en 94, eerste lid;

Gelet op de “gendertest” van 30 juli 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 augustus 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 2019;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 26 september 2019;

Gelet op het advies 66.645/2 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het evaluatieverslag van de zonedirecteur wordt vastgesteld volgens de modellen bijgevoegd als bijlage 1, bijlage 2, bijlage 3 en bijlage 4 van dit besluit.

Art. 2. Het evaluatieverslag van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst wordt vastgesteld volgens de modellen bijgevoegd als bijlage 5, bijlage 6, bijlage 7 en bijlage 8 van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 4. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 november 2019.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205663]

28 NOVEMBRE 2019. — Décret relatif à la collaboration entre hôpitaux impliquant une personne morale de droit public soumise à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées à l'article 128 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° l'hôpital public : un hôpital au sens de l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, exploité par un gestionnaire public de soins;

2° l'hôpital privé : un hôpital au sens de l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, qui est exploité par un gestionnaire privé de soins;

3° le gestionnaire public de soins : toute personne morale de droit public créée et organisée en vertu de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale qui exploite un ou plusieurs hôpitaux au sens de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

4° le gestionnaire privé de soins : toute personne morale, autre qu'un gestionnaire public de soins, qui exploite un ou plusieurs hôpitaux au sens de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

5° la collaboration hospitalière : la collaboration durable dotée de la personnalité juridique, entre hôpitaux publics et/ou privés de soins ayant pour objet l'organisation de l'offre de soins, dans le cadre de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

6° le gestionnaire de la collaboration hospitalière : la personne morale en charge de la collaboration hospitalière.

CHAPITRE II. — *La collaboration hospitalière*

Art. 3. En vue d'organiser l'offre de soins, un ou des hôpitaux publics peuvent collaborer avec un ou des hôpitaux privés ou exclusivement avec un ou des hôpitaux publics.

Art. 4. Lorsqu'une collaboration hospitalière est conclue entre au moins un hôpital privé et au moins un hôpital public, elle est constituée, par leurs gestionnaires, en association sans but lucratif de droit privé conformément au Code de sociétés et des associations, sauf autre accord des gestionnaires de ces hôpitaux quant à la forme juridique du gestionnaire de la collaboration hospitalière.

Lorsqu'une collaboration hospitalière est conclue uniquement entre hôpitaux publics, ceux-ci choisissent la forme juridique du gestionnaire de la collaboration hospitalière dans le respect de la législation organique auxquels sont soumis leurs gestionnaires.

Art. 5. La nécessité et l'opportunité pour un hôpital public ou des hôpitaux publics de participer à une collaboration hospitalière résulte d'un dossier indiquant de quelle manière la collaboration projetée permet au/aux gestionnaires publics de soins de réaliser l'objet social en vue duquel l'hôpital public ou les hôpitaux publics ont été créés et sont gérés.

Le dossier indique également les motifs du choix des hôpitaux privés et/ou publics avec lesquels l'hôpital public souhaite participer à une collaboration hospitalière.

§ 2. La constitution du gestionnaire de la collaboration hospitalière ne peut intervenir qu'après que l'organe légalement ou statutairement compétent du/des gestionnaires publics de soins aient délibéré sur la collaboration projetée sur la base du dossier visé au paragraphe 1^{er} et aient marqué leur accord quant à cette participation. Toute décision est annexée à l'acte constitutif du gestionnaire de la collaboration hospitalière.

Art. 6. Sans préjudice de l'application du Code des sociétés et des associations, les statuts du gestionnaire de la collaboration hospitalière mentionnent :

- 1° la forme juridique de la collaboration hospitalière et son siège social;
- 2° la description de son objet social;
- 3° les attributions de l'assemblée générale;
- 4° les attributions du conseil d'administration ou de l'organe de gestion;
- 5° le mode de nomination et de révocation des administrateurs ou des personnes en charge de l'organe de gestion;
- 6° les responsabilités des administrateurs ou des personnes en charge de l'organe de gestion;
- 7° les règles financières et comptables;
- 8° les modalités et les conditions du retrait d'un associé avant le terme prévu par les statuts;
- 9° les modalités, les conditions et la destination du patrimoine en cas de dissolution ou de liquidation;
- 10° les modes de résolution des conflits entre partenaires.

Art. 7. Les gestionnaires publics de soins désignent les personnes proposées en vue de représenter l'hôpital public au sein des organes du gestionnaire de la collaboration hospitalière. Ces représentants exercent leur mandat en veillant à ce que la politique menée dans le cadre de la collaboration hospitalière ne dénature pas l'objet social en vue duquel l'hôpital public a été créé.

§ 2. Les représentants visés au paragraphe 1^{er} sont chargés de faire rapport annuellement à leurs mandants sur la teneur et les implications des décisions adoptées par le gestionnaire de la collaboration hospitalière.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de la législation organique fédérale relative aux hôpitaux, le mandat exercé par un mandataire, tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, du pouvoir public de soins qui exploite l'établissement public de soins au sein du ou des organes chargés de l'administration ou tout autre organe que le Gouvernement désigne de la collaboration hospitalière est exercé à titre gratuit.

§ 4. Dans le cadre de l'article 4, alinéa 2, les règles relatives aux plafonds de rémunérations et de montants de rémunérations et prévues à l'annexe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont d'application.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 15 décembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) Session 2019-2020.
Documents du Parlement wallon, 54 (2019-2020) N^{os} 1 à 7.
Compte rendu intégral, séance plénière du 27 novembre 2019.
Discussion.
Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205663]

28 NOVEMBER 2019. — Decreet betreffende de samenwerking tussen ziekenhuizen waarbij een publiekrechtelijke rechtspersoon die onderworpen is aan de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betrokken is (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet sommige aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het openbaar ziekenhuis: een ziekenhuis in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, dat door een openbare beheerder inzake zorgverlening wordt uitgebaat;

2° het privé-ziekenhuis: een ziekenhuis in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, dat door een privé-beheerder inzake zorgverlening wordt uitgebaat;

3° de openbare beheerder inzake zorgverlening: iedere privaatrechtelijke rechtspersoon die krachtens de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgericht en georganiseerd is en die één of meerdere ziekenhuizen uitbaat in de zin van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

4° de privé-beheerder inzake zorgverlening: iedere andere rechtspersoon dan een openbare beheerder inzake zorgverlening die één of meerdere ziekenhuizen uitbaat in de zin van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

5° het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen: de langdurige samenwerking met rechtspersoonlijkheid tussen openbare en/of privé-ziekenhuizen met het oog op de organisatie van het zorgaanbod, in het kader van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

6° de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen: de rechtspersoon belast met het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

HOOFDSTUK II. — *Samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen*

Art. 3. Met het oog op de organisatie van het zorgaanbod kunnen één of meerdere openbare ziekenhuizen met één of meerdere privé-ziekenhuizen of uitsluitend met één of meerdere openbare ziekenhuizen samenwerken.

Art. 4. Wanneer een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen wordt aangegaan tussen ten minste één privé-ziekenhuis en ten minste één openbaar ziekenhuis, wordt bedoeld samenwerkingsverband door hun beheerders opgericht als een privaatrechtelijke vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, tenzij de beheerders van deze ziekenhuizen anders overeenkomen wat betreft de rechtsvorm van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

Wanneer een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen uitsluitend tussen openbare ziekenhuizen wordt aangegaan, kiezen zij de rechtsvorm van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen met inachtneming van de organieke wetgeving waaraan hun beheerders zijn onderworpen.

Art. 5. De noodzaak en de mogelijkheid voor een openbaar ziekenhuis of openbare ziekenhuizen om deel te nemen aan het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen vloeit voort uit een dossier waarin wordt vermeld hoe de voorgestelde samenwerking de openbare beheerder inzake zorgverlening in staat stelt het maatschappelijk doel te verwezenlijken waarvoor het openbaar ziekenhuis of de openbare ziekenhuizen zijn opgericht en worden beheerd.

Het dossier vermeldt ook de redenen voor de keuze van de privé- en/of openbare ziekenhuizen waarmee het openbaar ziekenhuis wenst deel te nemen aan een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

§ 2. De beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen mag pas worden opgericht nadat het wettelijk of statutair bevoegd orgaan van de openbare beheerder inzake zorgverlening zich op basis van het in paragraaf 1 bedoelde dossier over de voorgenomen samenwerking heeft beraden en met deze deelname heeft ingestemd. Elke beslissing wordt gevoegd bij de oprichtingsakte van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

Art. 6. Onverminderd de toepassing van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vermelden de statuten van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen:

- 1° de rechtsvorm van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen en haar maatschappelijke zetel;
- 2° de omschrijving van haar maatschappelijk doel;
- 3° de bevoegdheden van de algemene vergadering;
- 4° de bevoegdheden van de raad van bestuur of van het beheersorgaan;
- 5° de wijze van benoeming en ontslag van bestuurders of personen belast met het beheersorgaan;
- 6° de verantwoordelijkheden van de bestuurders of personen belast met het beheersorgaan;
- 7° de financiële en boekhoudkundige regels;
- 8° de modaliteiten en voorwaarden van de terugtrekking van een vennoot vóór de in de statuten voorziene termijn;
- 9° de modaliteiten, de voorwaarden en de bestemming van het vermogen in geval van ontbinding of liquidatie;
- 10° de methoden voor het oplossen van conflicten tussen partners.

Art. 7. De openbare beheerders inzake zorgverlening wijzen de voorgestelde personen aan om het openbaar ziekenhuis te vertegenwoordigen in de organen van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen. Deze vertegenwoordigers oefenen hun mandaat uit waarbij ze ervoor zorgen dat het in het kader van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen gevoerde beleid het maatschappelijk doel waarvoor het openbare ziekenhuis is opgericht, niet verstoort.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vertegenwoordigers zijn ermee belast jaarlijks verslag uit te brengen aan hun opdrachtgevers over de inhoud en gevolgen van de door de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen genomen beslissingen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van de federale organieke wetgeving op de ziekenhuizen, wordt het mandaat dat wordt uitgeoefend door een mandataris, zoals bepaald in artikel L5111-1 van het wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie, van de openbare overheid inzake zorgverlening die de openbare verzorgingsinstelling exploiteert binnen het (de) orgaan (of organen) dat (die) belast is (zijn) met het bestuur of ieder ander orgaan dat de Regering aanwijst en dat belast is met het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen, kosteloos uitgeoefend.

§ 4. In het kader van artikel 4, tweede lid, zijn de regels met betrekking tot de bezoldigingsgrenzen en de bezoldigingsbedragen zoals vastgelegd in bijlage 4 bij het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie van toepassing.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 15 december 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2019.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waalse Parlement 54 (2019-2020) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 november 2019.

Bespreking.

Stemming.